

## « Dans les quartiers populaires, nos enfants n'ont droit qu'à un enseignement de moindre qualité »

Les organisateurs des Etats généraux de l'éducation dans les quartiers populaires demandent au ministre de l'éducation de rééquilibrer les moyens humains et financiers entre les territoires.

LE MONDE | 12.04.2018 à 12h13 | Propos recueillis par Mattea Battaglia

Jérôme Decuq, enseignant et parent d'élève, est membre du comité d'organisation des Etats généraux de l'éducation dans les quartiers populaires, dont la deuxième édition a réuni à Créteil (Val-de-Marne), les 7 et 8 avril, parents mais aussi chercheurs et élus venus de [Paris](#) [Montpellier](#) , [Toulouse](#) ... L'occasion de [faire entendre](#) les « *voix du terrain* », explique-t-il. Les organisateurs de cet événement demandent, jeudi 12 avril, à [être](#) reçus par le ministre de l'éducation pour lui [remettre](#) leurs préconisations.

**Les Etats généraux de l'éducation dans les quartiers populaires ont permis de [mettre des mots sur les injustices éducatives les plus criantes](#). Quelles sont-elles ?**

Le constat est partagé par les familles des quartiers populaires : nos enfants n'ont droit qu'à un enseignement de moindre qualité. Il ne s'agit pas de [taper](#) sur le corps enseignant : nul n'ignore qu'il est plus difficile d'être affecté dans ces zones. Mais on ne doit pas pour autant [occulter](#) que nos quartiers sont plus concernés par les absences d'enseignants, plus concernés aussi par les départs d'enseignants, des équipes qui tournent, des chefs d'établissement qui ne font que passer... Quand un jeune prof commence à être bon, il s'en va – ou demande souvent à s'en [aller](#) .

Ce n'est pas qu'un ressenti : quand on compare la pyramide des âges des profs en ZEP et hors ZEP, les quelques chiffres disponibles sur les congés maladie ou les congés maternité, cela saute aux yeux. On ne dispose pas de données sur les congés [formation](#) , mais quand on est un jeune enseignant, on en a indiscutablement besoin...

Je le répète, il n'est pas question pour nous de pointer du doigt les professeurs. Mais il y a urgence : il nous faut [équilibrer](#) les moyens et [trouver](#) une solution globale pour que personne ne soit lésé.

**Comment percevez-vous l'action engagée en faveur de la mixité scolaire par ce gouvernement ?**

On ne la perçoit pas. Cela semble être un non-sujet pour ce gouvernement. Et c'est bien pour cela

qu'on prend la parole.

### **Les classes de CP dédoublées en ZEP ne vont-elles pas dans le bon sens ?**

Globalement, la mesure va dans le bon sens. Avec moins d'élèves, il semble plus facile d'obtenir une ambiance de [travail](#) plus favorable. On peut aussi [imaginer](#) des conditions d'enseignement plus attractives. Mais ce ne peut être l'alpha et l'oméga d'une [politique](#) d'éducation prioritaire.

D'autant qu'on entend, du terrain, s'exprimer des difficultés. Dans certaines écoles, on ne peut pas [pousser](#) les murs pour [accueillir](#) des classes de 12 élèves. Sans [parler](#) des possibles effets de vases communicants, y compris au sein des réseaux d'éducation prioritaire, où les dédoublements des classes de CP (et, bientôt, d'une partie des CE1) semble se faire au prix d'une augmentation des effectifs à d'autres niveaux – notamment en maternelle. Cela questionne la logique même de la mesure.

### **Que disent les familles des « expérimentations » lancées sous la gauche pour [accroître la mixité](#) dans les [lieux les plus ségrégués](#) ? Ont-elles survécu à l'[alternance politique](#) ?**

Ces expérimentations semblent maintenues. Mais nos retours sont contrastés. A Montpellier, dans le quartier du Petit Bard, on a rebaptisé le collège, on y a inséré des filières dites attractives ([sport](#), langues). Mais trop peu d'enfants du quartier y ont encore accès. On a aussi beaucoup échangé sur l'expérimentation menée à Toulouse, où un collège est en train de fermer ; ses élèves de 6<sup>e</sup> commencent à être répartis vers d'autres établissements. Et ça se passerait plutôt bien pour le moment. A Paris, trois secteurs multicollèges ont vu le jour, avec différents modes d'affectation des élèves. Avec du courage politique, on peut [agir](#).

### **On parle beaucoup d'[Affelnet](#), [logiciel](#) d'affectation des collégiens tout juste reparamétré, à Paris, pour [donner](#) un « coup de pouce » aux enfants ayant suivi toute leur scolarité en éducation prioritaire. Une bonne chose selon vous ?**

Ce bonus pour les élèves non boursiers de ZEP va dans le bon sens. Il fait partie des propositions que nous comptons remettre au ministre de l'éducation : un bonus de ce type devrait être généralisé à toutes les académies et pas seulement à Paris.

**Lire aussi : [A Paris, un « bonus ZEP » pour entrer au lycée](#) ([/education/article/2018/03/27/a-paris-un-bonus-zep-pour-entrer-au-lycee\\_5276958\\_1473685.html](#))**

### **Que dit ce « cahier de doléances » que vous vous apprêtez à remettre à M. Blanquer ?**

La corrélation entre ségrégation et inégalités scolaires est attestée : dans les quartiers prioritaires, on sait que certaines familles sont tentées d'éviter le collège du secteur, mais c'est aussi le cas d'enseignants ou de chefs d'établissement. Contre la ségrégation urbaine, la loi SRU [solidarité et renouvellement urbain] agit depuis une quinzaine d'années. Mais il n'existe rien de très contraignant contre la ségrégation scolaire. A l'heure où tout [le monde](#), y compris les politiques, martèle que

c'est à l'école de [développer](#) le vivre-ensemble et de faire société, on ne peut s'en [satisfaire](#) .  
[Renvoyer](#) la balle à des élus locaux, tenus de [rendre](#) des comptes à leurs électeurs, peut difficilement [aboutir](#) à une politique ambitieuse.

### **Qu'attendez-vous, précisément, du ministre de l'éducation ?**

Nous lui demandons qu'une loi en matière de mixité scolaire puisse s'appliquer dans des territoires identifiés comme ségrégués, loi impliquant les écoles privées, afin de [garantir](#) aux familles que tous les établissements se valent bien. Nous lui demandons aussi de [rééquilibrer](#) les moyens, notamment humains et financiers, entre les territoires. Quand on voit la faible dépense éducative pour un jeune défavorisé scolarisé en ZEP qui s'arrête au CAP comparée à celle d'un jeune de [centre](#) -ville qui ira jusqu'à [bac](#) + 5 en bénéficiant d'options en plus et à d'enseignants plus expérimentés, on se dit qu'on peut faire beaucoup mieux sur le plan de l'équité.

Il y a un vrai problème de déconnexion entre nos élites et les habitants des quartiers populaires. Peu d'élus sont passés par des ZEP ou ont des enfants scolarisés en éducation prioritaire. Notre initiative espère [contribuer](#) à [renouer](#) ce lien en faisant entendre les voix du terrain.

**Lire aussi : Paroles de profs : « Chaque nouvelle année est une expérimentation »**

[\(/education/visuel/2017/11/27/paroles-de-prof-vincent-capdepuy\\_5220838\\_1473685.html\)]((/education/visuel/2017/11/27/paroles-de-prof-vincent-capdepuy_5220838_1473685.html))